

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 28 (1991)
Heft: 1051

Artikel: Crise d'identité ou manque de courage?
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1020982>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domaine Public DP

JAA
1002 Lausanne

12 septembre 1991 - n° 1051
Hebdomadaire romand
Vingt-huitième année

Crise d'identité ou manque de courage ?

Tout anniversaire offre l'occasion de faire le point, de (se) mettre en question. Sur ce plan, le 700^e de la Confédération, que ses organisateurs ont voulu placer sous le signe de l'utopie, paraissait prometteur. De fait, avec son zèle perfectionniste habituel et une touche de masochisme, la Suisse aurait pratiqué en 1991 l'introspection jusqu'à la crise d'identité. Vraiment ? Au niveau du «vécu» en tout cas, les problèmes métaphysiques ne semblent pas tourmenter les Helvètes. Dans les premiers mois de l'année, les activistes du boycott, avec la complicité objective des goguenards de tous bords, croyaient que le peuple suisse bouderait la fête; or les populations s'associent avec élan aux manifestations, locales ou nationales. Mais si la consommation de spectacles et la participation aux multiples fêtes s'avèrent en général massives, la réussite est moins évidente au niveau de la réflexion collective. Par exemple, il est assez accablant de voir le débat sur la Suisse et sa nécessaire ouverture s'effiloche en querelles d'épiciers discutant âprement des prix produit par produit; ou la protection du milieu vital, objectif numéro un à long terme, devenir matière à normes et valeurs-limites ou à discours de chapelles où règnent l'outrance et l'intransigeance. Les attitudes qui en découlent — repli sur soi ou forcing intérieur — traduisent une extrême faiblesse dans la réflexion, ballottée par les contraintes immédiates et par les images floues apparaissant sur les miroirs que nous tendent les commentateurs en cette année du 700^e.

Car ces temps la Suisse joue la vedette dans la presse internationale. Les journaux d'habitude oublieux de notre simple existence et les magazines toujours soucieux de «stories» passionnantes y vont à pleines pages sur le paradis sali (*Der Stern*) sur le modèle en désarroi (*Libération*), sur la peur dans les Alpes (*Time*), sur la perestroïka loupée (*Wirtschaftswoche*). Des affaires (Kopp et fiches) à la prison de Dürnematt, en passant par le Platzspitz et les blanchisseries d'argent sale, le doute assaille la Suisse, affirment en chœur avec une sorte de soulagement joyeux les observateurs qui se sentent perspicaces, et

qui sont souvent des compatriotes appelés à s'exprimer dans la presse étrangère (Jean Ziegler dans le *Spiegel*, Ulrich Im Hof dans *Le Monde diplomatique*, Jürg Frischknecht dans *Newsweek*).

Ce brouhaha médiatique ne fait évidemment pas avancer d'un pouce le débat sur l'identité helvétique; au contraire, il provoque plutôt un regroupement des Suisses sur la ligne de défense «patriotique». En bref: la Suisse n'est pas plus sale que les autres Etats de la planète — ce qui est déjà trop pour un pays qui se veut modèle de propreté, morale et pratique.

Miraculeuse exception dans cette curiosité banalisée et parmi toutes ces analyses inspirées les unes des autres: la publication dans le *Messageur suisse* (revue des communautés suisses de langue française, n° 28/29 de juillet-août 1991) des contributions à un colloque organisé à Paris le 9 mars dernier.

Le sociologue genevois Yves Fricker, notamment, a dit et écrit moult choses sensées sur l'identité suisse à l'horizon du 800^e. D'où il ressort que la Suisse se trouve simplement, une fois de plus dans son histoire, confrontée à la nécessité de s'adapter et de faire ainsi preuve d'une capacité de réflexion autocritique ressentie à tort comme une démonstration de faiblesse. En réalité, il s'agit d'actualiser nos valeurs fondamentales, par exemple notre mission traditionnelle de médiation pacifiste, dans un univers différent. Rien d'inquiétant à cela: «pour peu qu'on veuille bien les replacer dans la longue durée, les ajustements que nous serons appelés à opérer au XXI^e siècle, face à la montée en puissance des Etats-continentaux, seront sans doute d'une amplitude moindre que ceux dont nous nous sommes accommodés au XIX^e siècle, à l'heure de la montée en puissance des Etats-nations».

Au lieu de nous complaire dans la

YJ

suite à la page 2

Constats et remèdes

L'ASLOCA et les radicaux sont d'accord sur le constat: le marché de l'immobilier fonctionne mal. Divergence à propos des remèdes.

(pi) La protection des locataires est souvent mise en cause par les partis bourgeois comme ayant des effets pervers qui justifieraient son abandon: la législation fédérale empêcherait les propriétaires d'obtenir un rendement suffisant et freinerait la construction de nouveaux logements. Le président du parti radical n'a-t-il pas accusé, le 24 août, la gauche de favoriser une réglementation qui «dégoûte les investisseurs» ?

Les vérifications et recherches effectuées par l'Association suisse des locataires (ASLOCA) prouvent que ces critiques sont sans fondement. Ainsi, les loyers ont-ils augmenté depuis 1982 bien davantage que les charges des propriétaires: les premiers ont passé d'un indice 100 à 140 pendant que les seconds passaient de 100 à 120... Le rendement des appartements loués a donc bel et bien augmenté ces dernières années.

Le constat de l'ASLOCA est alarmant: le prix des terrains a doublé depuis 1985, les prix de la construction ont subi depuis cette même date une augmentation de 25% alors que ces trois dernières années les frais financiers augmentaient de 40%. Le cumul de ces facteurs fait que la seule couverture des frais exige aujourd'hui, pour un logement neuf,

un loyer qui atteint le double de ce qui était nécessaire en 1985.

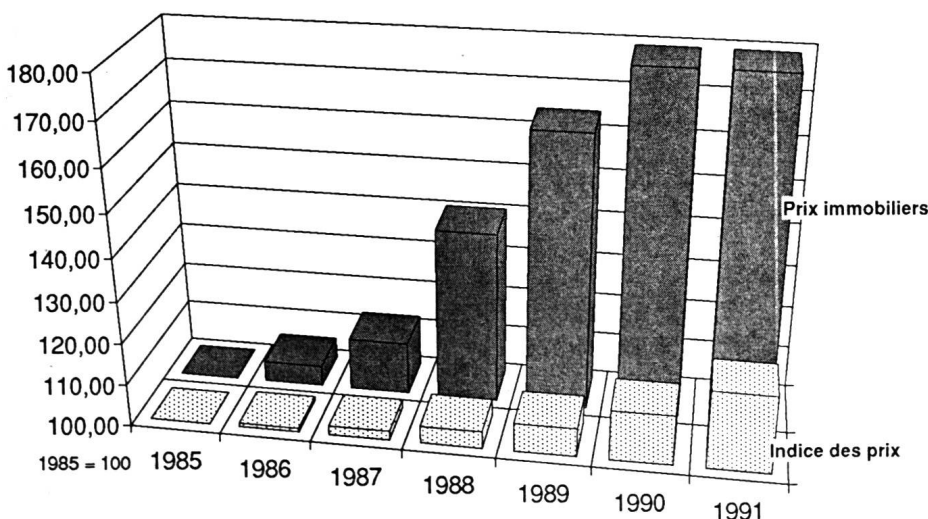
Pour l'instant, les loyers des appartements anciens contribuent encore à équilibrer les statistiques portant sur des loyers moyens. Mais cette réserve de logements est en train de disparaître au fur et à mesure des rénovations. Ce sont ainsi les personnes qui doivent déménager et les jeunes à la recherche d'un premier logement qui éprouvent le plus de difficultés.

Face à cette situation, les propositions restent le plus souvent très floues: les radicaux, par exemple, souhaitent «suffisamment d'espaces habitables à des prix acceptables» — peu de risques que quelqu'un ne soit pas d'accord avec eux — et proposent pour y parvenir de simplifier les règlements de construction, de mieux utiliser les zones à bâtir (dont 40% sont inutilisées) et d'adopter une politique active en faveur de la construction de logements. Jusque là, les radicaux devraient trouver le soutien de l'ASLOCA, puisque cette dernière propose une augmentation massive des crédits de l'aide fédérale pour la construction et la rénovation de logements ainsi que le remplacement du coefficient d'utilisation maximale du sol en vigueur aujourd'hui (les zones où il est

nécessaire de posséder 1000 m² pour construire un habitat familial sont encore nombreuses) par des prescriptions fixant une utilisation minimale des surfaces à bâtir. Mais où radicaux et locataires divergent, c'est lorsque les premiers souhaitent laisser jouer le marché pour la fixation des loyers tout en aidant individuellement les personnes que cette situation nouvelle mettrait dans le besoin. On sait que cette proposition risque de provoquer une augmentation du prix de location des anciens appartements sans pour autant faire baisser celui des nouveaux. Quant à l'aide individualisée, elle ressemble en l'occurrence à une prise en charge des loyers abusifs par l'Etat, sans qu'aucun contrôle sur eux ne soit possible, du fait même de la déréglementation souhaitée.

En fait, la plupart des autres propositions de l'ASLOCA vont dans le sens du souhait radical («suffisamment d'espaces habitables à des prix acceptables»), mais il est probable qu'elles ne trouveront pas grâce à leurs yeux. Parmi elles: garantie (dans le cadre des autorisations de construire) que les logements bon marché ne fassent l'objet que de rénovations douces; taux hypothécaire moyen calculé sur dix ans comme référence pour les hausses de loyer; droit de préemption du locataire sur son logement limité à la valeur de rendement; prélèvement des gains immobiliers résultant de mesures d'aménagement du territoire avec affectation de ces montants à la construction et à la rénovation de logements bon marché. ■

Evolution des prix immobiliers et de l'indice général des prix



Prix immobiliers: estimation de l'ASLOCA (aucune statistique officielle).

Crise d'identité ou manque de courage?

suite de l'édito

crise d'identité, véritable ou fabriquée, nous serions mieux inspirés de reprendre un effort de réflexion collective, sur ce qui nous tient ensemble, sur ce que nous ferons ensemble. Histoire d'être mieux au clair avec nous-mêmes, sans fausses peurs ni vains remords, pour mieux nous ouvrir aux autres. A défaut, nous donnerons raison à ceux qui préconisent le repli sur soi et dénoncent tout rapprochement avec l'extérieur comme une fuite en avant.

YJ